



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pole Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 22 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS CENTRE IDF

54 Avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2024-175_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS CIDF – Parigné-l'Évêque –
oisellière
Code AIOT : 0006305189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS CENTRE IDF implanté L'Oisellière 72250 Parigné-l'Évêque. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS CENTRE IDF
- L'Oisellière 72250 Parigné-l'Évêque
- Code AIOT : 0006305189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de l'Oisellière a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 09-3717 en date du 29 juillet 2009 à la société des Carrières du Mans (SCM) pour une durée de 15 ans.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°DIRCOL 2016-0192 daté du 26 mai 2016 a apporté des modifications de conditions d'exploitation autorisant l'implantation d'une installation de criblage-lavage, avec une autorisation de prélèvement d'eau, pour le traitement et lavage des matériaux extraits.

Une demande de changement d'exploitant a été déposée le 2 mai 2023 pour le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière de l'Oisellière de la société SCM à la société Pigeon Granulats Centre Île-de-France (fusion par absorption).

Un dossier de renouvellement de l'autorisation environnementale, pour une durée de 15 ans, a été déposé en octobre 2023.

Il s'agit d'une carrière de sables d'environ 15 ha, exploitée en fouille, à sec et en eau, au moyen

d'engins mécaniques sans pompage d'exhaure (pas de rejet) et sans utilisation d'explosifs, sur une épaisseur maximale de 15 mètres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	GARANTIES FINANCIÈRES et CHANGEMENT D'EXPLOITANT	Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 1.5.1. et ARTICLE 1.6.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	DURÉE DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 1.4.1.	Sans objet
3	SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR	Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 3.3.2	Sans objet
4	SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES	Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 3.5.4	Sans objet
5	PRÉLÈVEMENTS DANS LE MILIEU NATUREL	AP Complémentaire du 26/05/2016, article ARTICLE 3.2.2	Sans objet
6	SURVEILLANCE DES REJETS D'EAU DANS LE MILIEU NATUREL	AP Complémentaire du 26/05/2016, article Article 3.2.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site est en cours de mise à jour avec une proposition d'arrêté de prolongation en instruction en parallèle de l'inspection. Des éléments supplémentaires de constitution du dossier ont été transmis suite à l'inspection (justificatif de maîtrise foncière) permettant l'aboutissement de la procédure. Les garanties financières restent à produire. Le site et ses installations ont un fonctionnement et des suivis environnementaux conformes aux prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DURÉE DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 1.4.1.
Thème(s) : Situation administrative, prolongation sur 2 ans – convention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de quinze années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site, L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.</p> <p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la sablière au lieu dit « l'Oisellière » sera échu au 28 juillet 2024. Une demande de renouvellement pour 15 ans déposée en 2022 est en cours d'instruction. Suite à une erreur, le PLU (modifié en 2017) n'est plus compatible sur certaines parcelles passées en zone agricole ce qui bloque le renouvellement de l'autorisation. Pour y remédier, une déclaration de projet visant à modifier le PLU est en cours d'instruction.</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de prolongation de l'AP en cours (donc sur la base des droits acquis) sur 2 ans en juin 2024 pour permettre la poursuite de l'exploitation durant la mise en compatibilité du PLU et l'achèvement de l'instruction du dossier de renouvellement pour 15 ans de</p>

l'autorisation.

Le dossier de renouvellement pour 15 ans et le dossier de prolongation sur 2 ans présentent dans les éléments de maîtrise foncière un contrat de forrage valide jusqu'au 01/01/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir un nouveau contrat de forrage pour les parcelles initialement autorisées avant la date d'échéance de l'Arrêté Préfectoral (28 juillet 2024).

Postérieurement à l'inspection, le 12 juillet 2024, l'exploitant a communiqué un acte notarié confirmant qu'il dispose de la maîtrise foncière pour les 20 années à venir. Cette transmission répond donc à la demande précédente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : GARANTIES FINANCIÈRES et CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 1.5.1. et ARTICLE 1.6.2.

Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant – MAJ garanties financières

Prescription contrôlée :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2.1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site. Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans rétablissement, feront l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou d'une société d'assurance.

Le changement d'exploitant est soumis à une autorisation préalable en application de l'article R516-1 du Code de l'environnement - Partie réglementaire - Livre V. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.

Constats :

Une demande d'autorisation de changement d'exploitant a été transmise en préfecture le 23 mai 2023 (fusion par absorption de la société des Carrières du Mans par Pigeon Granulats Centre Ile de France). L'administration a confirmé par mail prendre en compte cette évolution à la direction PGCIDF.

A la date de l'inspection aucun acte de cautionnement constitutif de garanties financières au nom de PGCIDF n'a été adressé par l'exploitant au préfet.

Notons toutefois qu'un acte de cautionnement valide jusqu'au 31 décembre 2025, au nom de la société des Carrières du Mans, exploitant précédent existe.

L'exploitant indique que la constitution de garanties financières nécessite un APC.

L'inspection des installations classées a indiqué que l'APC relatif à la prolongation de 2 ans intégrera le changement d'exploitant et sera rédigé à réception du nouveau contrat de forrage (cf point de contrôle précédent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au préfet de la Sarthe, dès réception de l'APC, un acte de

cautionnement constituant les garanties financières mis à jour. Cette transmission doit être complétée par les éléments pour le calcul du montant de référence des garanties financières listés à l'annexe II de l'Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, mesures retombées poussières

Prescription contrôlée :

Un réseau de mesures des retombées de poussières sédimentables dans l'environnement est mis en place dans les conditions suivantes :

Des capteurs de type « plaquette poussières », offrant une surface d'exposition de 50 cm², sont placés en limite de site, au minimum en aval des vents dominants et en amont de ces vents pour la mesure de référence.

Les capteurs sont placés pendant 15 jours. La mesure est au moins semestrielle : en période estivale et en période hivernale.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite le rapport de suivi environnemental du laboratoire CBTP sur la détermination des retombées atmosphériques en date du 30/04/2024 (référence : ENVM_2024_03_077).

Ce rapport concerne la détermination de la masse des retombées atmosphériques sèches par prélèvement sur plaquettes de dépôts. Les conditions météorologiques ont été humides donc plutôt favorables.

Les points de mesures se situent en limite de propriété Nord, Sud, Est et Ouest. Les plaquettes, après 574 heures d'exposition, présentent des teneurs de retombées de poussières faibles de 3,3 à 21,7 mg.m².jour-1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2009, article ARTICLE 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser au cours de l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité. Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures d'émergence sont réalisées systématiquement et a minima pour les habitations situées aux lieux-dits suivants : « La Croix des Fontaines », « L'Oiselière », L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite le rapport de suivi environnemental du laboratoire CBTP sur le contrôle des émissions sonores dans l'environnement en date du 29/03/2024 (Référence : ENVM202403078)

Ce rapport concerne la caractérisation et le mesurage des bruits de l'environnement par une méthode basée sur la NF S 31-010.

Les points de mesure en limite de propriété Est et Ouest, sont conformes au niveau limite admissible défini par l'arrêté du 29/07/2009. Les émergences mesurées sont conformes aux exigences de l'arrêté.

La conclusion indique que les mesures réalisées au niveau de la ZER 2 révèlent des dépassements de tonalités (conformes car inférieurs à 30 % de la durée de la mesure) lors d'une activité du site avec les sources dominantes suivantes : circulation routière sur la VC passant devant l'entrée du site et activité de la chargeuse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PRÉLÈVEMENTS DANS LE MILIEU NATUREL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2016, article ARTICLE 3.2.2

Thème(s) : Autre, suivi des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Seul le pompage dans le plan d'eau de la carrière est permis. Le système de lavage fonctionne en circuit fermé.

Conditions particulières d'exploitation du prélèvement d'eau : Le débit maximal du prélèvement est limité à 250 m³/h. Le volume total prélevé est limité à 400 000 m³ par an. Le pompage est muni d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les moyens de mesure du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Constats :

Lors de l'inspection des installations classées du 29 septembre 2021 une non-conformité avait été relevée et nécessitait la mise en œuvre de l'action corrective suivante : L'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée au niveau de son pompage. Il procède également à la rédaction d'une procédure permettant d'assurer le relevé de ce dispositif mensuellement.

Un compteur totaliseur du prélèvement dans le bassin avec visualisation instantanée du débit a été mis en place au niveau de la pompe. Le compteur est relevé mensuellement et les tableaux des relevés de l'année 2023 et du début de l'année 2024 ont été remis à l'inspection lors de la visite.

La valeur du prélèvement total indiquée pour 2023 est de 127 820m³ et respecte la limite autorisée. Cette valeur est cohérente avec les indications transmises pour la carrière sous GEREP.

Au mois de juin 2024, le compteur totalisait 50 120m³ d'eau prélevée ce qui est en cohérence avec l'année 2023.

L'inspection des installations classées rappelle qu'à l'exception de l'humidité contenue dans le sable produit et l'évaporation, l'eau pompée est restituée au milieu naturel où elle est pompée. Après lavage des matériaux, l'eau chargée en fines est rejetée dans un bassin de décantation dédiée dont la surverse rejoint le plan d'eau d'extraction (bassin d'eau claire).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : SURVEILLANCE DES REJETS D'EAU DANS LE MILIEU NATUREL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2016, article Article 3.2.3.4

Thème(s) : Autre, analyses des rejets

Prescription contrôlée :

- Surveillance des rejets d'eau dans le milieu naturel L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées et rejetées dans le bassin de décantation. Les paramètres mesurés sont au minimum ceux listés à l'article ci-dessus. La fréquence des analyses est a minima : semestrielle pour la teneur en hydrocarbures, le PH, la température et la DCO. L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires. Les résultats sont consignés dans un registre et archivés pendant au moins cinq ans. Un bilan annuel est réalisé au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante avec les conclusions de l'exploitant sur l'état de la conformité de ses rejets et l'efficacité des mesures éventuellement engagées suite à des dépassements. Le registre et le bilan sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection, un procès verbal du laboratoire CBTP en date du 30/04/2024 (référence : ENVM202403076). Ce rapport présente les résultats d'analyse d'un prélèvement des eaux de procédés réalisé le 25/03/2024 au point de prélèvement localisé au rejet du bassin de décantation vers le bassin d'eau claire. Les résultats sont conformes aux seuils de références pour les paramètres prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite